

Métropole | Mondial de Rugby : Bordeaux pense déjà à 2023



Ce vendredi, après Lyon et Toulouse, c'était au tour de Bordeaux de recevoir Claude Atcher, directeur du Groupement d'Intérêt Public (GIP) chargé d'organiser la Coupe du Monde de Rugby en France en 2023. L'occasion, dans une première réunion, de commencer à dessiner un début de calendrier et d'organisation pour la capitale girondine, qui fait d'ores et déjà partie des villes hôtes. Car si le mondial de rugby devra d'abord passer par le Japon en 2019, les choses se préparent déjà en coulisse pour le coup d'après. Rapide tour d'horizon des premières pistes envisagées dans l'organisation d'un sport qui veut aussi se redonner une image positive.

Réponse anticipée

Dans un peu moins d'un an, du 20 septembre au 2 novembre 2019, se tiendra la neuvième Coupe du Monde de Rugby au Japon. Et si le pays, qui n'est pas vraiment une terre traditionnelle de ce sport, semble déjà enthousiaste à l'idée d'accueillir la compétition, cela n'empêche pas la Fédération Française de Rugby de penser au coup d'après. Le 15 novembre prochain au Stade de France sera en effet lancée la marque France 2023, cinq ans avant que les neuf villes d'accueil (regroupées dans un "club des sites") ne lancent officiellement les hostilités. Une préparation en amont qui passe par une "tourné" des villes débutée à la fin du mois de septembre par le patron de cette Coupe du Monde 2023, Claude Atcher. Le but est, d'abord, de dissiper les doutes et les craintes légitimes des villes hôtes dans les accords financiers et les retombées économiques qui devraient être perçues par les collectivités et le Groupement d'Intérêt Public France 2023, dont un rapport publié au mois de mars dernier s'inquiétait sur l'équilibre des contrats passés avec les collectivités. Fin septembre, le maire de Lyon Georges Képénékian, président du club des sites, a d'ailleurs lui aussi réclamé cet équilibre.

Si le cadre juridique et financier n'est pas encore fixé (il devra l'être en juin 2019 au moment du vote en Conseil de Métropole et de la signature officielle en septembre), quelques premières pistes se dessinent déjà, comme l'a confirmé Claude Atcher. "D'un côté, il y aura les engagements de la collectivité avec des programmes d'animations, des mises à disposition de stades et une mobilisation de la population. De l'autre, il y aura ce que le groupement d'intérêt public va mettre à la disposition des villes hôtes : de la billetterie, de l'hospitalité, de l'exposition publicitaire dans les stades. Le but, c'est d'arriver à un chiffre de dépenses équilibré de chaque côté. On rentrera dans le détail des contributions en décembre". Pas question pour la métropole bordelaise de réitérer les conditions du contrat passé avec l'UEFA dans le cadre de l'Euro 2016 : un rapport de la Cour des Comptes

paru en septembre 2017 soulignait en effet des bénéfices privatisés (847 millions d'euros) et des coûts supportés par les collectivités locales et l'Etat.

"Jouer collectif"

Pour la Coupe du Monde de Rugby, on préfère suivre le modèle du GIP comme cela avait déjà été le cas en 2007. "L'UEFA nous avait imposé beaucoup de choses, c'est pour ça que les collectivités avaient besoin de beaucoup collaborer avec eux pour réussir l'évènement", a confié ce vendredi Arielle Piazza, adjointe à la mairie de Bordeaux chargée des sports. "Dans le cas de la Coupe du Monde de rugby, c'est beaucoup plus souple. Certes, ça commence par une mise à disposition du stade, mais en contrepartie, on sent déjà une volonté d'équilibre et de partage dans ces premières négociations. Les contraintes, l'échelle financière et les exigences ne sont pas du tout comparables". Des propos qu'a confirmés Claude Atcher, chiffres et arguments à l'appui : "l'Etat est actionnaire à hauteur de 37% du GIP. L'Euro 2016, c'était géré par une société privée qui a rapatrié tous les bénéfices de la manifestation en Suisse. Dans la Coupe du Monde de Rugby 2023, il est posé dans la convention constitutive que tous les bénéfices de la compétition seront attribués à 100% à des actions de développement du rugby présentées soit par des partenaires comme les collectivités locales, soit par les ligues dans le cadre de l'évolution des réformes de la Fédération Française de Rugby. On a d'ailleurs constitué un comité d'héritage au sein du GIP qui va définir la méthode et les clefs de répartition de ces bénéfices à l'avance".

De l'aveu même de Claude Atcher, ce souci d'équité n'est pas uniquement là pour des questions financières (le budget total de cette Coupe du Monde a été chiffré à 430 millions d'euros censés être compensés par les recettes de la billetterie) : implicitement, la Fédération travaille à redorer l'image d'un sport écorné ces dernières années, avec des conséquences directes sur [les jeunes licenciés](#). "Le problème, c'est qu'on ne sait pas s'adresser à eux. Il faut rééquilibrer le rugby en redéfinissant ses vertus, y redonner du sens et un état d'esprit collectif, alors qu'aujourd'hui on lui attribue des adjectifs comme le contact ou le combat. Le fait que les arbitres sanctionnent plus durement les fautes pourrait aider le rugby à se transformer. Ce qu'on veut faire avec cette Coupe du Monde, c'est aussi influencer le discours". Un lobbying affiché au grand jour pour faire changer les mentalités, qui aura aussi des conséquences directes sur l'organisation de l'évènement en lui-même.

Contact de terrain

A Bordeaux comme ailleurs, un espace de type fan-zone (avec écrans géants pour les retransmissions de matchs et animations) devrait être ouvert en ville. Mais là encore, le GIP se différencie de l'organisation très imposée de l'UEFA. "On ne fixera pas d'obligation en matière de dates d'ouverture des fan zones. Nous allons laisser aux villes l'initiative des propositions. Je les incite d'ailleurs à ne plus parler de fan zone : ça peut être des "villages rugby", des festivals, des tas d'idées plus personnalisées même si on mettra évidemment des écrans pour retransmettre les matchs". La volonté d'en faire une manifestation festive et partagée se retrouve aussi dans une initiative inédite acceptée par la FFR. Plus question de laisser les équipes éliminées repartir chez elles 24h après la fin du match : douze équipes en matchs de poule et quatre en quart de finale resteront en France pendant trois semaines jusqu'à la finale où ils participeront à une cérémonie de clôture. Une dépense de l'ordre de deux à trois millions d'euros prise en charge par la Fédération, là encore sous certaines conditions : "que l'on puisse passer avec elles des conventions pour qu'elles participent à des programmes d'échanges culturels, d'expérience, des séances dans les clubs, des matchs de démonstration ou des interventions, notamment dans les collèges et dans les lycées, des échanges commerciaux et culturels". L'idée, c'est aussi, de l'aveu même des organisateurs, d'avoir la meilleure image possible pour fêter le bicentenaire du sport, notamment à travers un "[Hall of Fame](#)" qui devrait faire le tour des villes hôtes.

On le voit, les ambitions pour redorer le blason du sport sont donc vastes, même si tôt avant l'échéance. Côté bordelais, on sait déjà que la ville accueillera quatre matchs de la compétition, et qu'une éventuelle cinquième rencontre (en quart de finale) pourrait potentiellement s'y dérouler. Quant aux bénéfices directs, si la question financière n'a pas été abordée en détails lors de cette première réunion, une étude fixe les retombées économiques directes au niveau national à 1,1 milliard d'euros, "ces dernières étant essentiellement associées aux frais nécessaires pour l'organisation de la Coupe du Monde (autour de 400 millions) et 600 millions pour les dépenses des visiteurs étrangers. Ces visiteurs ont été évalués à 450 000 à ce jour, sachant qu'on est d'accord pour dire que ce chiffre est particulièrement raisonnable dans la mesure où l'on sait qu'il y en a eu 406 000 en Angleterre et qu'il y a des villes en France plus attractives que celles du Nord de l'Angleterre, en tout cas en matière d'attractivité touristique" a confié Claude Atcher. En attendant d'avoir un cadre plus concret, le club des sites devrait se réunir le 15 novembre prochain à Lille. Le tirage au sort des équipes, lui, n'est en revanche pas attendu avant décembre 2020.



Romain Bêteille

*Crédit Photo : [aqui.fr](#)
Publié sur [aqui.fr](#) le 05/10/2018
[Url de cet article](#)*